

Rapport d'activités 2015

I. Contexte

Le Mali traverse depuis 2012 une crise politico-institutionnelle et sécuritaire sans précédent qui a affecté le tissu social. En plus des interventions militaires pour la sécurisation totale des régions du nord, il était indispensable d'associer des approches d'identification des causes profondes de la crise afin d'apporter des solutions adaptées et pérennes.

La recherche participative menée par l'Institut Malien de Recherche Action pour la Paix (IMRAP) entre novembre 2013 et janvier 2015 a permis d'identifier ce qui constitue, aux yeux des populations maliennes, les quatre (4) grands obstacles à la paix au Mali, à savoir (I) les défis liés à la gestion de la diversité sociopolitique et crise des valeurs sociétales ; (II) les défis liés à l'arbitrage de la compétition autour des ressources et opportunités économiques ; (III) les défis liés à la gouvernance de l'accès aux services publics et (IV) les défis liés à la gestion et résolution des conflits locaux et rébellions armées.

Pour mener à bien ces consultations, IMRAP a sillonné toutes les huit (8) régions du Mali, le district de Bamako en plus des camps de réfugiés dans de pays voisins (Mauritanie, Niger).

L'année 2015 consacre un moment d'amplification des recherches ayant mené à l'identification des obstacles sus mentionnés et un nouveau départ orienté vers l'approfondissement du diagnostic de deux (2) thématiques de recherches et des pistes de solutions y afférentes. Le caractère charnière de cette année s'est manifesté par la tenue de la première Conférence nationale en janvier 2015 qui, non seulement, a priorisé les quatre obstacles à la paix mais aussi fixé le cap des futures recherches.

Telles sont donc les grandes priorités fixées à la deuxième phase du processus de recherche.

II. Activités

2.1. La tenue de la première Conférence nationale (janvier 2015) :

L'activité majeure de l'année 2015 a consisté en la tenue de la première Conférence nationale. Celle-ci a regroupé du 27 au 29 janvier 2015 plus de deux cent (200) participants composés de représentants de localités consultées, des institutions de l'Etat, des collectivités territoriales, des Organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers.

La première Conférence nationale avait pour but de valider et prioriser les résultats des analyses ressorties des phases de consultation entamées depuis novembre 2013. En effet, ces

consultations ont révélé une série d'obstacles à la paix qu'il convenait de prioriser et de valider par les délégués présents à la Conférence nationale.

2.2. Résultats de la Conférence nationale : la priorisation des obstacles à la paix

2.2.1. Gestion de la diversité sociopolitique et crise des valeurs sociétales :

De par sa riche histoire construite autour de hauts faits de mythiques Rois ou Empereurs et sa géographie particulière, le Mali est une terre de forte diversité sociopolitique, culturelle et religieuse. Sur son espace territorial cohabitent en effet une mosaïque de peuples de races, d'organisations sociales et de pratiques culturelles variées. Aujourd'hui cependant, l'économie politique qui est faite de ce brassage des peuples et de leurs cultures est, du point de vue des Maliens, un facteur de risque pour la cohésion sociopolitique à terme. Certains usages sociopolitiques des différences entre les populations (couleur de peau, obédiences religieuses, choix politiques, etc.) font courir au pays des risques importants. Les consultations ont mis en lumière que les Maliens sont animés du sentiment que leurs différences sociales, ethniques, religieuses ou politiques, sont fortement instrumentalisées à des fins individuelles (lutte sur le pouvoir d'état, enrichissement personnel, reconnaissance sociale, etc.) ou collective (prosélytisme intéressé, etc.). À titre d'illustration, dans le champ religieux, l'on assiste à une démultiplication des courants, au sein de l'Islam, portée par des stratégies d'autopromotion de leaders religieux qui, sur la base d'interprétations parfois biaisées d'écrits saints, travaillent à se construire un capital politique, économique et social en jouant sur les luttes de positionnement entre les courants (Sunnites et Shiites) en terre malienne.

Pour nombre de Maliens, ce type de dérive est rendu possible, entre autres, par la faillite et les contradictions du système éducatif, considéré comme pourvoyeur de chômeurs à peine correctement instruits. L'école malienne, supposée remplacer les cadres traditionnels de socialisation défailants (faillite de l'autorité parentale et de la famille) peine à structurer un type de Malien vivant de valeurs éthiques et morales proches de ceux qui ont servi de creuset au Mali ancien. Ces valeurs qui ont pour nom respect et soumission à l'autorité des anciens, quête constante de la conciliation et du compromis, etc. semblent être totalement absentes aujourd'hui dans le pays. Aussi, face au diktat de la modernité portée par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), les Maliens sont en questionnement sur la nature et le processus de production/internalisation des valeurs devant désormais cimenter la société et aider à l'émergence d'un Malien de type nouveau. En l'absence

d'espaces structurés et d'une vraie culture du dialogue pouvant aider à débattre de ces questions, ce processus génère souvent des tensions sociales importantes exacerbées par l'élargissement du fossé intergénérationnel et la fermentation de certains clivages identitaires.

2.2.2. Régulation de la compétition autour des ressources et opportunités socioéconomiques

Indifféremment des régions et de leurs structures socioéconomiques respectives, de fortes tensions en termes de crispation des rapports de cohabitation intra/inter communautaire et d'effritement de la confiance dans les institutions de régulation sont perceptibles. Ces tensions sont portées à manifestation par les défaillances perçues dans l'arbitrage de l'accès des différentes catégories de populations (autochtones versus allochtones/allogènes, élites versus citoyens ordinateurs, aînés sociaux versus cadets sociaux, femmes versus hommes, etc.) aux opportunités économiques locales. La disponibilité de ces dernières étant fortement affectée par certains impondérables comme la variabilité climatique, la géographie du milieu, les évolutions dans le contexte sociopolitique et les dynamiques de précarisation des conditions de vie et d'existence des populations, leur appropriation donne lieu à des stratégies complexes dans lesquels bien souvent les représentants de l'État et certaines autres autorités supposées assurer la régulation de cet accès sont considérés comme parties prenantes. Leur implication, dans des contextes locaux marqués par une grande élasticité des normes et même d'une opposition manifeste entre normes et pratiques (question des conventions locales) structure ainsi une compétition de plus en plus accrue et inégale.

Aussi, au sein des différents terroirs ou même dans la capitale, certaines catégories de population, généralement autochtones et/ou vulnérables comme les jeunes et les femmes s'estiment-elles exclues de la jouissance des ressources et opportunités locales et ou nationales. Cette situation génère d'importants ressentiments et sentiments d'injustice crispants les rapports de cohabitation dans les terroirs ainsi qu'un délitement de la confiance dans les institutions.

2.2.3. Gouvernance de l'accès aux services publics

Les consultations ont montré que les déséquilibres structurels et défaillances dans la fourniture d'un service public de qualité accessible à tous et partout au Mali en matière de justice, d'éducation, de santé et de sécurité structure chez les populations de profonds sentiments

d'inégalité, notamment entre régions du Nord et celles du Sud, entre les autres régions et la capitale, Bamako. En effet, chacune des zones estime que la priorité est accordée aux autres dans le financement du développement par l'État et les partenaires techniques et financiers, l'implantation des infrastructures et, de façon plus globale, la consolidation de la présence de l'État. De façon constante, au cœur des récriminations se trouve la mise à l'index des contradictions et de l'inachèvement du processus de décentralisation (transfert insuffisant des compétences et des ressources, conflit de compétences avec la création de nouveaux lieux de pouvoirs avec la cohabitation d'un pouvoir nommé et d'un pouvoir élu dans des conditions de légitimité et de légalité souvent remises en question, faible lisibilité sur les modalités de découpage du territoire, déficit dans l'internalisation du processus par les parties prenantes, etc.) se superposant à un sentiment de faillite de l'autorité et de faiblesse structurelle de l'État.

Le principal facteur de risque perçu de cette situation pour la cohésion sociopolitique au Mali est que ces déséquilibres structurels et défaillances sont réinterprétés par les populations sous l'angle de favoritismes régionaux encouragés par les pouvoirs publics ou les partenaires techniques et financiers. Cette lecture consolide dans les imaginaires le discours polarisant nord/sud et des sentiments partagés d'inégalité entre ruraux et urbains, régionaux et gens de la capitale, entre populations du Nord et ceux du Sud, entre le Mali d'en haut et celui d'en bas, etc. Fondamentalement, l'on note un insidieux processus d'internalisation de cette catégorisation bipolaire entre Maliens, avec d'un côté les insiders et de l'autre les outsiders, pour ce qui est des individus et des communautés, et pour les régions, les centres et les périphéries du développement.

2.2.4. Gestion /résolution des conflits locaux et rébellions armés

Pour nombre de Maliens, le cycle ininterrompu des rébellions et même des conflits locaux qui affectent depuis au moins cinq décennies la paix sociale dans le pays est porté par les défaillances de l'ingénierie mise en place par les pouvoirs publics pour leur résolution/gestion. En effet, que ce soit par l'usage de la violence légitime de la force publique ou par la négociation, les voies employées pour régler les tensions et conflits semblent porter en elles-mêmes les ferments de la survivance de la crise, soit parce qu'elles génèrent un cycle de vengeance de par la brutalité excessive de la violence légitime employée ou un environnement constant d'insécurité dans lequel les milices mobilisées souvent par l'État ont un rôle, soit que

les processus de négociation ne sont pas suffisamment inclusifs ou portés par des acteurs légitimes. Dans tous les cas, les défaillances perçues dans les mécanismes de résolution des conflits génèrent au sein des populations un profond sentiment d'abandon qui pousse parfois à des formes de repli identitaires. Dans d'autres cas, il s'agit de sentiments d'inégalité entre communautés qui induit une profonde défiance vis-à-vis de l'État, faisant ainsi le lit à des processus de radicalisation de certains groupes. Cette situation contribue alors à entretenir un climat délétère de crise permanente entre populations ou entre certaines franges de la population et l'État.

Devant l'impossibilité de travailler sur les quatre thèmes prioritaires, mandat a été donné à IMRAP, au terme de la Conférence nationale, de travailler sur deux(2) thématiques en approfondissant leur diagnostic et en leur proposant des pistes de solutions.

III. La phase 2 du processus de recherche

Conformément à la recommandation de la première Conférence nationale, deux (2) des quatre (4) obstacles prioritaires ont fait l'objet d'un diagnostic approfondi et de recherches de pistes de solutions : l'effritement des valeurs sociétales et le déficit de confiance entre populations civiles et Forces de défense et de sécurité.

A partir de février 2015, deux équipes de recherche ont été formées, chacune s'occupant d'une thématique déterminée. Ces consultations vont continuer jusqu'en mars 2016 (*voir infra, activités par équipes*).

Pour mieux structurer les modalités de cette recherche, des instances ont été mises en place pouvant encadrer les équipes de recherche et affiner les données recueillies lors des consultations.

3.1. Le cadre institutionnel de la *recherche-action participative* (septembre 2015)

L'ensemble du processus de consultation a été conduit à partir d'un cadre institutionnel comprenant :

3.1.1. Un Comité de pilotage pour chacune des deux thématiques, comptant une dizaine de Maliens, ayant une expérience et/ou expertise avérée et disposant d'une grande capacité d'influence. Leur rôle a consisté, entre autres, à orienter les équipes de l'IMRAP dans la recherche de pistes de solutions et d'aider à l'ajustement de la stratégie de consultation. De septembre 2015 à septembre 2016, il y eut huit (8) séances de travail avec les Comités de pilotage pour les deux (2) thématiques.

3.1.2. Des mentors ont été chargés d'encadrer les équipes de l'IMRAP par des conseils et des orientations. Ces personnalités sont des experts, des universitaires et/ou des acteurs légitimes et influents par rapport à la recherche thématique qu'ils appuient.¹ À la différence des Comités de pilotage qui se réunissent périodiquement, les mentors assistent les chercheurs dans leur travail quotidien.

L'engagement de ces acteurs clés a contribué à assurer que les solutions qui ont émergé du processus furent, d'une part, véritablement acceptées et appropriées par les Maliens (condition pour une mise en œuvre efficace et pérenne du processus), mais également qu'elles ont tenu compte de l'expertise et des expériences passées ou présentes, au Mali et au-delà.

Les membres des Comités de pilotage ont été identifiés sur la base de critères stratégiques pour le portage des solutions et la facilitation de leur mise en œuvre.

Ces critères sont :

- Preneurs de décision,
- Leaders d'opinions,
- Agents de mise en œuvre,
- Agents de changement.

Ces mentors et membres des deux Comités de pilotage ont bénéficié d'un atelier d'information sur l'approche et la stratégie de l'IMRAP/Interpeace et les attentes à leur endroit (septembre 2015).

Cet atelier auquel le Président du Conseil d'Administration a pris part s'est tenu les 8 et 9 septembre 2015 à la Maison du partenariat à Bamako.

Dès lors, les chercheurs de l'IMRAP et ces personnes identifiées ont eu plusieurs séances de travail pour mieux définir les axes de recherche pour la recherche participative de solutions consensuelles.

Pendant cette phase, les équipes et les Comités de pilotage ont été confrontés à des défis. Il s'est agi d'engager et développer une compréhension commune des rôles des Comités de pilotage autour du programme. A cet effet, deux dynamiques s'étaient dessinées au début : la recherche pour le point d'entrée « *Renforcement de la confiance populations Forces de défense et de sécurité* » était plus avancée que le point « *Mutation des valeurs sociétales* ». Celui-ci a demandé davantage d'efforts de conceptualisation. Le recours aux services des experts et

¹ Concernant la thématique de la « mutation des valeurs sociétales » un mentor, chercheur universitaire, a accompagné les équipes de l'IMRAP dans leurs recherches.

personnes ressources a permis d'apporter des clarifications conceptuelles tout en fixant les caps de la recherche.

Entre septembre 2015 et décembre 2015, ce sont 70 focus groupes, 15 entretiens individuels qui ont été réalisés par les deux équipes.

3.2. Les activités par équipe :

3.2.1. Equipe « *Mutation des valeurs sociétales au Mali* » :

L'équipe a réalisé 20 espaces de dialogue, 12 entretiens individuels dans les différentes régions du Mali.

Ainsi, le 10 septembre 2015, il y eut le premier focus groupe à Kambila (Kati). Trois (3) se tinrent à Sikasso (Kolondiéba, Niéna, Yorosso), trois (3) à Ségou (Tominian, Niono, Baroueli), deux (2) à Kayes (Yélimané, Kita), trois (3) à Koulikoro (Banamba, Kolokani, Nara), trois (3) à Mopti (Djenné, Koro, Mopti/Sévaré), quatre (4) à Tombouctou (3 à Tombouctou et un à Goudam).

De plus, en mai 2015, à l'invitation du Ministre de la jeunesse, 200 jeunes ont participé à un focus groupe. Ce qui a démontré l'appropriation de l'approche dialogue par ce Ministère.

3.2.2. L'équipe « *Renforcement de la confiance entre populations civiles et Forces de défense et de sécurité* » :

Du 20 mars 2015 au 03 mai 2015, l'équipe a effectué une mission dans la région de Kayes. L'objectif de séjour en lien avec les conclusions du rapport « *Autoportrait sur les obstacles à la paix* » et les priorités pour la recherche de solutions était d'une part d'engager toutes les composantes de la société malienne dans des efforts de collaboration en vue de contribuer au rétablissement /renforcement de la confiance entre les Forces de défense et de sécurité (Armée, garde nationale, Police, Gendarmerie) et les populations civiles de la région de Kayes (cercles de Kayes et de Nioro du Sahel). D'autre part, il s'agissait de mobiliser des personnes ressources pour la deuxième phase du processus du programme « *Agenda pour la paix* » qui portera sur la recherche de solutions et la mise en œuvre de celles-ci.

Du point de vue méthodologique, cette mission s'est déroulée en deux étapes. La première a consisté en l'organisation d'espaces de dialogue homogènes auprès des différents corps des FDS (Police, Gendarmerie, Garde nationale et Armée) et catégories de la population civile (femmes, jeunes, leaders communautaires et religieux, Organisations de la société civile, élus...). Ainsi par exemple, des espaces ont d'abord rassemblé uniquement des membres de la Gendarmerie, puis de la Police avant de pouvoir rassembler tous ces corps de sécurité et de défense en un seul espace de dialogue.

La deuxième étape a consisté à organiser des séances de dialogue hétérogènes rassemblant les FDS et les populations civiles toutes catégories confondues pour discuter de l'état de la confiance entre les populations et les FDS et proposer des solutions pouvant être mises en œuvre localement et au plan national.

Ces focus groupes de Kayes et de Niolo du Sahel sont considérés comme les tout premiers sur la thématique *renforcement de la confiance entre populations et FDS* et ont permis de mieux affiner les axes de recherche dans ce domaine. Il faut ajouter que les images capturées lors de ces focus groupes et entretiens individuels ont servi à monter la première capsule provisoire ayant été, au fur et à mesure des consultations, affinée et augmentée.

L'équipe thématique « Renforcement de la confiance entre populations et Forces de défense et de sécurité » a comptabilisé 18 espaces de dialogue, 11 entretiens individuels. D'autres consultations eurent lieu tout au long de l'année 2015 dans diverses localités : trois (3) à Kayes (81 participants), deux (2) à Koulikoro (Koulikoro-ville, Ecole militaire interarmes, 52 participants), cinq (5) à Ségou (Banankoro, Markala, Bafo, Ségou-ville), quatre (4) à Gao avec 107 participants, quatre (4) à Tombouctou (100 participants).

3.2.3. Le projet de dialogue autour de l'Accord

En 2015, l'IMRAP a bénéficié d'un financement de la Fondation Peace Nexus pour mener une série de consultations autour de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Le projet dans sa mise en œuvre a concerné les cercles de Nampalari, Macina et Ségou (Ségou, 3 focus groupes), Soni Aliber, N'Tilit et Gao (Gao, 4 focus groupes) ainsi que le camp de réfugiés de M'Berra, (Mauritanie, 2 focus groupes). Pendant l'année 2015, ce sont deux(2) passages qui ont été effectués par le chercheur en charge du projet.

3.2.4. L'équipe « Pôle Dialogue Mobile »

L'auto-analyse malienne a mis en évidence l'existence de tensions et fractures profondes entre Maliens qui doivent être résorbées pour une cohésion sociale plus affirmée. Pour contribuer à la création ou au renforcement de ces liens, un dialogue virtuel a pu être instauré entre populations grâce à l'utilisation de caméras et de micros tout au long du processus. Ainsi, des Maliens qui n'auraient pas eu l'occasion de se parler à cause des distances géographiques, sociales ou culturelles ont pu entendre les dires de leurs concitoyens et y réagir (ces réactions étant de même filmées).

Suivant cette même stratégie de création de liens par le dialogue et le virtuel, un « Pôle Dialogue Mobile » a été mis en place par l'IMRAP à partir d'avril 2015. Il s'agit d'une équipe de trois (3) personnes (un chercheur, un assistant-audiovisuel et un chauffeur) dotée d'équipements audio-visuels tels qu'un écran géant gonflable pour projeter les films réalisés à travers le pays². Cette équipe a été formée suite à la demande expresse des populations consultées par IMRAP/Interpeace pour poursuivre le dialogue au-delà de la première Conférence nationale de janvier 2015 et du processus de recherche sur les obstacles et priorités pour la paix.

Le PDM permet ainsi de répondre à un triple objectif :

- disséminer les résultats de la recherche auprès des populations consultées ou non pour développer un consensus national autour des obstacles et priorités pour la paix. Cette dissémination permet également de travailler à réduire la méconnaissance entre Maliens ;
- appuyer la future recherche de solutions pérennes légitimes et appropriées par les maliens, *via* des projections suivies de débats et d'un dialogue virtuel entre Maliens ;
- résoudre des conflits locaux qui sont mis en lumière lors des projections-débats du PDM. A la demande des populations, l'équipe facilite des séances de dialogue permettant d'initier un premier pas vers la résolution du conflit et l'échange.

A partir du 28 octobre 2015, le PDM a mené une mission de dissémination dans des localités de la deuxième région, Banamba, Dioila, Kangaba, Koulikoro (Koulikoro).

Voici un récapitulatif des principaux lieux visités par le PDM au cours de l'année 2015 :

Cercle	Localité/lieu	N°	Date	Langue du film	Homme	Femme	-35 ans	Totaux
TOMINIAN	BENENA	1	07/07/2015	BAMBARA	95	135	125	230
TOMINIAN	MANDIAKUY	2	08/07/2015	BAMBARA	310	315	335	625
TOMINIAN	YASSO	3	09/07/2015	BAMBARA	450	450	461	900
SAN	KIMPARANA	4	10/07/2015	BAMBARA	325	275	355	600
BLA	YANGASSO	5	11/07/2015	BAMBARA	204	160	225	364
OUALLAM	MANGAYZE	6	13/08/2015	SONRAI	145	179	252	324
AYOUROU	TABARAY-BAREY	7	14/08/2015	SONRAI	207	218	226	425
NIAMEY	NIAMEY	8	15/08/2015	SONRAI	37	65	83	102
BASSIKOUNOU	MBERRA	9	1er/09/2015	Français	98	26	73	124
BASSIKOUNOU	MBERRA	10	1er/09/2015	Français	3	0	3	3
BAMAKO	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	11	30/09/2015	Français	19	14	30	33
DIOILA	DIOILA	12	11/10/2015	Français	29	2	11	31
DIOILA	DIOILA	13	12/10/2015	BAMBARA	105	51	111	156
KATI	OUELLESBOUGOU	14	14/10/2015	BAMBARA	237	294	398	531

² Rapport d'activités du Pôle de Dialogue Mobile (PDM), mai 2015

KANGABA	KANGABA	15	16/10/2015	Français	39	5	27	44
KANGABA	KANGABA	16	16/10/2015	BAMBARA	274	290	502	564
BANAMBA	BANAMBA	17	18/10/2015	BAMBARA	105	78	160	183
KOULIKORO	KOULIKORO	18	19/10/2015	BAMBARA	227	91	284	318
KOULIKORO	KOULIKORO	19	20/10/2015	BAMBARA	41	7	33	48
MOPTI	MOPTI	20	06/11/2015	BAMBARA	46	3	35	49
DJENNE	SOFARA	21	07/11/2015	BAMBARA	35	0	26	35
BANDIAGARA	BANDIAGARA	22	09/11/2015	BAMBARA	42	4	19	46
GAO	GAO	23	13/11/2015	SONRAI	8	52	41	60
GAO	GAO	24	14/11/2015	SONRAI	3	39	37	42
RHAROUS	RHAROUS	25	18/11/2015	SONRAI	62	44	56	106
TOMBOUCTOU	TOMBOUCTOU	26	21/11/2015	SONRAI	51	8	15	59
TOMBOUCTOU	TOMBOUCTOU	27	23/11/2015	Français	47	5	39	52
BAMAKO	CICB	28	10/12/2015	Français	500	400	600	900
KAYES	AMBIDEDI	29	20/12/2015	BAMBARA	250	430	550	680
KAYES	SAME	30	21/12/2015	BAMBARA	300	420	550	720
KAYES	MARENA	31	22/12/2015	BAMBARA	44	9	35	53
BAFOULABE	BAFOULABE	32	23/12/2015	BAMBARA	39	2	29	41
SEGOU	SANSANDING	33	26/12/2015	BAMBARA	104	76	128	180
MACINA	MACINA	34	27/12/2015	BAMBARA	37	7	27	44
SEGOU	MARKALA	35	28/12/2015	BAMBARA	32	11	24	43
					4550	4165	5905	8715

3.3. Rencontres stratégiques :

IMRAP conformément à ses objectifs de restauration de la paix et de maintien de la cohésion sociale par le dialogue, a entamé une série d'initiatives dans des localités où le besoin de semer des « graines de dialogue » se fait sentir. A cet effet, deux (2) localités ont été choisies à titre expérimental : Moribabougou et Goumbou.

3.3.1. Moribabougou (du 05 au 07 mai 2015)

A Moribabougou, la mission a organisé un focus homogène « jeunes » et deux entretiens individuels. Ces différentes rencontres ont permis à l'équipe d'IMRAP de vérifier l'engagement et l'organisation des jeunes dans la pérennisation du dialogue.

- Rencontre avec les Jeunes de Moribabougou.

Il ressort de ces concertations que ce regroupement de jeunes, spontané au début, a été inspiré par les espaces de dialogue mis en place par IMRAP. Ce groupe de jeunes, composé essentiellement d'élèves et d'étudiants, a décidé de se mettre ensemble mensuellement pour discuter des sujets qui préoccupent la jeunesse. C'est ainsi qu'après la mission de consultation, ils ont animé des espaces de dialogue sur « le mariage » et sur « l'emploi des jeunes ». Cette initiative de la jeunesse de Moribabougou fut appuyée et soutenue par un participant à nos espaces de dialogue ayant pris part à tout le processus de consultation. Son implication au côté des jeunes a facilité la structuration de leur groupe.

A cet effet, un certain nombre de besoins sont exprimés par les jeunes qui sont relatifs entre autres à leur souhait d'avoir accès à un espace sécurisé doté en équipements audiovisuels pour faciliter l'accès aux informations ainsi que des chaises pour offrir une autonomie au groupe de jeune dans l'organisation des rencontres. Pour cela, les jeunes ont adressé une demande de partenariat à la Directrice Exécutive de l'IMRAP et une demande de mise à leur disposition d'une parcelle pouvant abriter l'espace de dialogue a été aussi adressée aux autorités communales.

- Rencontre avec les Autorités Communales de Moribabougou.

A suite de la discussion avec les jeunes, l'équipe IMRAP accompagnée par le président du Conseil National des Jeunes au niveau communal a tenu une réunion avec les autorités municipales. La Mairie était représentée par le 1^{er} Adjoint, la 3^{ème} Adjointe au Maire, par ailleurs une des participantes aux espaces de dialogue et le Secrétaire général de la Mairie.

Les échanges ont porté sur comment la commune de Moribabougou a été retenue pour abriter l'espace de dialogue et les conditions à remplir pour la construction de l'espace, notamment la question relative à l'accès à une parcelle libre et non litigieuse attribuée à la jeunesse par les autorités communales.

Heureuses de recevoir le projet, les autorités communales ont pris l'engagement de mettre à la disposition des jeunes un espace sur l'une des places publiques de la commune. Pour ce faire, une session communale extraordinaire a été tenue le 06 mai 2015 à la Mairie afin que l'ensemble du Conseil communal siège sur la question. A la suite de cette session, une décision de cession d'une parcelle de terrain a été prise en faveur des jeunes. Ladite parcelle a été offerte à la jeunesse par la Mairie pour la réalisation des travaux sur décision du Conseil communal.

La mission a pris fin par une visite de la parcelle cédée par la Mairie. Elle était dirigée par la 3^{ème} Adjointe au Maire et le Service de l'urbanisme de la Mairie. Une entreprise a été sélectionnée pour l'exécution des travaux de construction.

3.3.2. Goumbou (du 07 au 10 mai 2015)

L'équipe IMRAP y a tenu quatre (4) focus groupes et un entretien individuel.

A la suite des différentes rencontres, il ressort que depuis quelques générations, des difficultés de gestion de la succession à la chefferie traditionnelle déchirent le village de Goumbou. Il se retrouve avec deux quartiers qui revendiquent chacun la chefferie traditionnelle. Faute d'avoir une histoire et/ou une tradition écrite sur l'historique du village, chaque quartier raconte la tradition orale sur la fondation du village en sa manière.

- Rencontre avec les personnes ressources de Goumbou :

Cette rencontre nous a permis de savoir que malgré ces différences citées plus haut, à la suite du passage de l'équipe IMRAP pour la consultation des populations, un noyau composé de jeunes et de leaders religieux a tenté de réconcilier les deux tendances en s'inspirant de l'exemple proposé par IMRAP. Ainsi, un espace de dialogue regroupant les jeunes des deux quartiers a été mis en place au début avec quelques réticences mais qui a commencé à servir de moyen de rapprochement entre les populations des deux quartiers. Cette initiative fortement appréciée par les autorités administratives et politiques a constitué une piste de renforcement de la cohésion sociale dans une localité fortement déchirée depuis des années.

- Rencontre avec les jeunes Goumbou :

Dans le souci de confirmer ou d'infirmer les informations précédemment récoltées, quatre (4) focus ont été animés avec les jeunes³. Il ressort de ces focus que la seule couche qui est restée soudée malgré les problèmes de chefferie traditionnelle à Goumbou est la jeunesse.

En effet, les jeunes des différents quartiers de Goumbou sont regroupés dans une seule association. Cette organisation leur permet d'agir ensemble pour le développement de leur village. Ainsi fréquemment, les jeunes organisent des rencontres culturelles et sportives. L'exécution des travaux collectifs leur permet d'alimenter la caisse de leur association. De leur point de vue, ils ont compris - à la suite des différents passages de l'équipe IMRAP- que la seule voie de renforcer la cohésion sociale dans leur village reste le dialogue. Ils espèrent que

³ Dans le souci de tester le niveau de la tension dans le village, la cohésion et d'identifier les personnes de changement un focus groupe a été animé dans chaque quartier.

leur exemple servira de leçon pour les adultes qui n'arrivent pas à s'entendre sur la gestion de la chefferie traditionnelle.

Aussi, les jeunes parviennent à faire une lecture de cette situation de conflit qui persiste dans leur village. De leur avis, c'est la diaspora de Goumbou qui alimente ce problème. Avec les transferts d'argent, ils financent les interminables procès à la justice : « *Nos ressortissants qui sont à l'extérieur ceux sont eux qui aggravent la situation en payant toujours des avocats pendant les jugements⁴* ». De même, ils pensent que cette situation est souvent instrumentalisée par les hommes politiques qui fondent leur slogan de campagne pendant les élections sur des promesses faites à l'une ou l'autre partie. C'est conscient de tous ces facteurs que les jeunes ont décidé de s'engager ensemble pour restaurer la cohésion sociale dans leur village.

Pour renforcer ce climat de cohésion sociale, les jeunes de Goumbou sollicitent l'aménagement d'un espace de rencontre dans lequel ils échangent et discutent sur les préoccupations de la jeunesse et du village. C'est pourquoi, ils ont adressé à la Directrice Exécutive une demande de partenariat et à la Mairie une demande de mise à leur disposition d'une parcelle comme lieu de rencontre pour les jeunes.

- Rencontre avec les Autorités Communales de Goumbou :

Soucieuses de la situation dans laquelle se trouve le village et appréciant l'initiative de dialogue prise par les jeunes, les autorités se sont toutes mobilisées autour des jeunes pour solliciter auprès d'IMRAP un accompagnement en technique de facilitation d'animation des groupes de discussion et offrir un cadre adéquat de rencontre pour les jeunes des deux quartiers. Ainsi la Mairie a attribué une parcelle à la jeunesse pour abriter le projet. La visite de ladite parcelle était conduite par le premier adjoint au Maire.

3.3.3. Résultats obtenus par la mission à Moribabougou et à Goumbou :

La mission d'exploration a été fructueuse dans les deux localités en ce sens qu'elle a atteint les résultats fixés. La mobilisation des communautés autour des projets communautaires a dénoté de l'importance qu'elles accordent à cette activité et les différentes rencontres ont permis à l'équipe IMRAP de partager avec les populations les principes et la charte du dialogue telle que vue par IMRAP/Interpeace. L'adhésion des autorités traditionnelles, religieuses et politiques à l'idée des projets a facilité la mise à la disposition des jeunes des parcelles pouvant abriter les

⁴ Focus homogène jeune

infrastructures. Aussi, dans chacune des localités, une entreprise locale a été identifiée pour l'exécution des travaux de construction.

- Exécution des travaux de construction d'infrastructures à Moribabougou

Contrairement à la mission d'exploration, la construction de l'infrastructure n'a été faite que dans une seule localité. Les activités de projets communautaires ont été suspendues dans les localités de Goumbou, Sansanding, Djéguenina et Kassaro pour des raisons de budget et de calendrier de la première phase du financement du programme «*Agenda pour la Paix* » dont la fin était prévue pour le 16 mai 2015.

Cependant, le village de Moribabougou a pu bénéficier de la réalisation de son espace de dialogue malgré toutes contraintes de temps et de budget.

Pendant la mission d'exploration, une entreprise de la place avait été retenue pour l'exécution des travaux de construction. Après proposition d'un devis estimatif du coût des travaux par l'entreprise, un contrat prévoyant le délai et les conditions d'exécution des travaux a été établi entre ladite entreprise et IMRAP. Des missions quotidiennes de supervision de l'équipe IMRAP responsable des projets communautaires accompagnée souvent par les bénéficiaires et les autorités communales, ont effectué un suivi régulier du chantier du début à la fin pour s'assurer du bon déroulement des travaux de construction.

A la fin des travaux, il a été procédé à la plantation d'une centaine d'arbres autour de l'espace de dialogue par les jeunes sur fonds propre de leur association et, dans leur prévision, ils envisagent l'aménagement d'un hangar devant leur espace et d'autres petits travaux dans l'espace. Il faut aussi signaler que la Mairie de Moribabougou, en plus de l'affectation de la parcelle à la jeunesse, a accompagné les jeunes dans l'organisation de la cérémonie d'inauguration de l'espace.

- Cérémonie d'inauguration de l'espace de dialogue à Moribabougou.

Les activités relatives aux projets ont été clôturées par l'inauguration de l'infrastructure réalisée à Moribabougou, le samedi 18 mai 2015 à partir de 16h 30mn.

La cérémonie d'inauguration de l'espace de dialogue a vu la participation de deux membres du Conseil d'administration, des membres de l'équipe IMRAP et la représentante de Peace Nexus. La grande mobilisation des autorités communales, traditionnelles, religieuses, les femmes et les jeunes de Moribabougou, a dénoté de leur adhésion au projet et de leur engagement pour soutenir toute initiative de dialogue et de renforcement de la cohésion sociale dans leur localité.

Après l'accueil des invités et les mots de bienvenue des autorités traditionnelles et politiques, la troisième adjointe au Maire de Moribabougou, dans son intervention, a encouragé les jeunes à la persévérance et à faire un bon usage de l'espace de dialogue offert par IMRAP et ses partenaires. Elle a aussi pris l'engagement, au nom du Conseil communal de Moribabougou, de soutenir et d'assister la jeunesse dans son initiative de pérennisation du dialogue pour le renforcement de la cohésion sociale.

Le représentant du Conseil d'administration de l'IMRAP, quant à lui, a lancé un appel à la population de Moribabougou pour la pérennisation du premier espace de dialogue mis en place par IMRAP et ses partenaires. Il a aussi exhorté les jeunes à un bon usage de cet espace car c'est le premier et la réalisation des autres dépendra en partie de l'impact de ce premier sur le renforcement de la cohésion sociale.

La Directrice Exécutive de l'IMRAP, dans son discours, a fait un rappel du processus de consultation des populations maliennes sur les obstacles à la paix au Mali en faisant ressortir les grandes idées du rapport « *Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix* »

et les points d'entrée prioritaires pendant la Conférence nationale de janvier 2015 pour engager la phase de recherche de solution. Ce rappel a permis aux participants à la cérémonie d'inauguration de faire le lien entre le processus de consultation et la réalisation de l'espace de dialogue à Moribabougou. Elle a enfin invité la population de Moribabougou à s'approprier l'espace de dialogue offert à elle par IMRAP et ses partenaires sur la base de l'initiative et l'engagement des jeunes dans la continuation du dialogue pour le renforcement de la cohésion sociale à Moribabougou.

Les bénéficiaires, par la voix du président des jeunes, ont renouvelé leur engagement dans la poursuite du dialogue et ont assuré les donateurs qu'un bon usage sera fait de l'infrastructure et des équipements reçus. Ils ont remercié IMRAP et ses partenaires pour leur accompagnement dans la pérennisation des espaces de dialogue.

La cérémonie a pris fin par la coupure du ruban symbolique de l'espace et la remise des équipements (un téléviseur écran plat SAMSUNG, un générateur, un lecteur DVD, un haut-parleur et un lot de cent cinquante (150) chaises).

- Rencontres de la jeunesse malienne pour la paix et la cohésion sociale (du 09 au 13 mai 2015)

L'IMRAP, avec l'appui de ses partenaires, a initié cette rencontre afin d'impliquer davantage la jeunesse malienne dans le processus de paix malien, notamment autour de ces résultats. L'objectif principal de la rencontre était ainsi de promouvoir la confiance, la cohésion sociale, le dialogue et la culture de la paix à travers le brassage culturel entre les jeunes hommes et femmes de 17 à 30 ans des huit (8) régions du Mali et du district de Bamako, y compris les camps de réfugiés au Niger et en Mauritanie.

Pendant cette période, six (6) séances de dialogue ont été facilitées selon la méthodologie et les principes de l'IMRAP autour des grands obstacles à la paix qui ont émané du programme « *Agenda pour la paix* ».

3.4. Rencontre avec les directions des mouvements signataires de l'Accord de paix (24 juin 2015)

Dans le souci du respect du principe de l'inclusivité, l'IMRAP a rencontré le 24 juin 2015 des groupes armés signataires de paix du 15 mai et du 20 juin 2015.

Il s'est agi pour le groupe de chercheurs de rencontrer successivement les premiers responsables du *Groupe d'autodéfense des Imrads et alliés* (GATIA), notamment Fahad Ag Almahmoud, le Secrétaire général du mouvement, puis du Chargé des relations avec la MINUSMA et Barkhane, qui est en même temps Maire d'Intillit (Gao), Algateck Ag Ouwaha. Des contacts avaient été pris avec Me Harouna Toureh, Président de la Coordination des mouvements et forces patriotiques républicaines.

Pour respecter le principe de neutralité, autre caractéristique de l'IMRAP, les chercheurs de la structure ont rencontré des membres de la *Coordination des mouvements de l'Azawad* (CMA).

Ainsi, successivement, les chercheurs de l'IMRAP ont rencontré le Secrétaire général du *Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad* (HCUA), Alghabass Ag Intallah, le Secrétaire général du *Mouvement arabe de l'Azawad* (MAA) et le Conseiller à la défense du même mouvement, le colonel Idriss Ould, le vice-président du *Mouvement national de libération de l'Azawad* (MNLA), Mahamadou Djeri Maïga, le Chargé des questions des droits de l'homme, Attaye Ag Mohamed ainsi que des cadres de la Commission politico-institutionnelle présidée par Ambieiry Ag Rhissa.

3.5. Synergies d'action :

Il faut rappeler que dans le cadre de la collaboration entre l'IMRAP et le Studio Tamani, huit (8) émissions de « *Grand dialogue* » délocalisées étaient prévues d'ici la fin de l'année 2016.

La première s'est tenue à Koulikoro dans les enceintes de la radio *Jamaana* en octobre 2015 sur la base des extraits sonores de la tournée de l'équipe PDM dans la même région.

Aussi, une séance de projection et de diffusion du film documentaire sur l'«*Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*» eut lieu chez le Médiateur de la République, à sa demande. Le débat fut très animé et d'un grand intérêt pour les agents de cette structure. Deux pistes de partenariats furent mises en réflexion : la projection de la capsule de film (20 minutes) sur les obstacles à la paix au cours de deux événements importants du Gouvernement : le Salon de l'Action Gouvernementale planifiée pour le 22 novembre 2015 et l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID), le 10 décembre 2015. Si le premier événement n'eut finalement pas lieu, le film de l'IMRAP fut par contre projeté lors de l'EID, le 10 décembre 2015.

Avec la Commission Vérité Justice Réconciliation (CVJR): les responsables de cette structure ont manifesté un grand intérêt à la fois pour l'approche et les produits développés par IMRAP. D'ores et déjà le président de la CVJR a sollicité l'IMRAP pour sonder l'opinion des populations sur leurs attentes vis-à-vis de la CVJR afin qu'ils s'en inspirent pour l'élaboration de leur plan stratégique. Une capsule d'une dizaine de minutes a été remise à la présidence de la Commission.

Au même moment s'est opéré un rapprochement stratégique avec des structures œuvrant dans le domaine de la défense et/ou de la sécurité telles que l'EUTM, EUCAP Sahel-Mali, DCAF, les acteurs institutionnels de la Réforme du Secteur de la Sécurité. L'IMRAP a été invité à de multiples rencontres (EUTM, EUCAP, DCAF, WANEP, Comité sectoriel de la RSS, MINUSMA) pour contribuer à divers ateliers/formations et procéder à la projection des vidéos sur l'«*Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix*» et le renforcement de la confiance. La MINUSMA également est très intéressée par l'approche et les produits de l'IMRAP et a entamé des échanges dans le but d'établir des liens de collaboration notamment par rapport à la diffusion du film documentaire et la capsule sur les relations populations Forces de défense et de sécurité.

En outre, IMRAP a été sollicité par l'association « Malivaleurs » à l'occasion de la conférence internationale de PEN international. Il a contribué à l'animation de panels et des groupes de travail. Un appui logistique pour la prise de vues a été offert par l'unité audiovisuelle.

Dans le même ordre d'idée, la Direction du Festival International de Djenné a souhaité une participation effective de l'IMRAP à ses activités sur base des échos favorables sur l'approche et les activités de dialogue.

IV. Rapport financier

Rapport financier année 2015

	Administration centrale	Suivi mise en œuvre de l'accord pour la paix (Fondation Peace Nexus)	TOTAL
I Situation Budgétaire			
Ressources / Projet	130,481,761	25,638,065	156,119,826
ONG		25,638,065	25,638,065
PTF			0
Etat (espèces ou Exo)			0
Collectivités			0
Populations			0
Autres	130,481,761		130,481,761
Emplois	162,428,917	9,180,889	171,609,806
Dépenses d'investissement	5,567,500	0	5,567,500
Dépenses de fonctionnement	27,123,327	1,927,000	29,050,327
Dépenses d'administration	92,974,800	5,099,389	98,074,189
Dépenses du projet	36,763,290	2,154,500	38,917,790
Soldes budgétaires	-31,947,156	16,457,176	-15,489,980
II Situation des comptes			
Recettes / Projet			
Solde créditeur d'entrée (Solde exercice écoulé)	11,487,583	0	11,487,583
Recettes de l'exercice	159,015,891	25,638,065	184,653,956
Total recettes/Projet	170,503,474	25,638,065	196,141,539
Dépenses / Projet			
Solde débiteur d'entrée (Solde exercice écoulé)	0		0
Dépenses de l'exercice	162,428,917	9,180,889	171,609,806
Total dépenses/Projet	162,428,917	9,180,889	171,609,806
III Solde final (recettes - dépenses) de l'exercice			
En espèces	0	0	0
En Banque	0	0	0
En valeurs de caisse	0	0	0
Total solde final	8,074,557	16,457,176	0
IV Situation des Exonérations par projet			
Liste des exonérations obtenues <i>Voiture TOYOTA Pick up</i>			
Valeurs des exonérations obtenues	4,140,000		4,140,000
Destination des exonérations obtenues <i>Consolidation de la paix</i>			0
Provenance des matières exonérées <i>Japon</i>			0
V Situation fiscale			
Impôts et taxes dues	0		0
Cotisations dues	0		0
Autres contributions	0		0
Audits comptables réalisés	Années 2013 - 2014 - 2015		
VI Difficultés et recommandations			
(Joindre le PV d'approbation du rapport d'activités, par l'instance statutaire)			

Date:

Nom du responsable : TRAORE Néné KONATE